

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2000 — 2238

[S - C - 2000/29265]

13 JANVIER 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les règles générales et particulières relatives à la présentation des budgets, à la comptabilité budgétaire et à la reddition du compte d'exécution du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 7;

Vu le décret du 1^{er} décembre 1997 portant création du Service de Perception de la Redevance Radio & Télévision de la Communauté française;

Vu l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises en application de la loi du 17 juillet 1975;

Vu l'accord donné par le Ministre ayant le Budget dans ses attributions;

Vu l'avis favorable de l'inspection des Finances en date du 17/11/99;

Sur la proposition du Ministre chargé du Budget, de la Culture et des Sports,

Arrête :

CHAPITRE I. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par "Service", le Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française.

La mission du Service est déterminée par le décret du 1^{er} décembre 1997 portant création du Service de perception de la Redevance Radio et Télévision de la Communauté française.

CHAPITRE II. — Du budget

Section 1. — Du budget des recettes et des dépenses

Art. 2. Le budget du Service reprend l'ensemble de ses recettes et de ses dépenses en ce compris les opérations effectuées pour compte de tiers.

L'année budgétaire, ci-après dénommée « exercice », coïncide avec l'année civile.

Art. 3. Par recettes, on entend tous les droits constatés liés à la mission statutaire du Service (recettes fonctionnelles) ou toute dotation, remboursements et revenus relatifs à l'exercice à majorer éventuellement du solde reporté de l'exercice précédent (autres recettes).

Par dépenses, on entend tous les débours autorisés à charge du budget de fonctionnement notamment les achats, les biens et services divers, les frais de personnel, les autres charges d'exploitation, les charges financières et les charges exceptionnelles.

Art. 4. L'imputation budgétaire est basée sur le document, destiné au tiers ou émanant de lui, qui constate l'existence et l'étendue de l'opération.

Les opérations qui ne résultent pas des relations avec des tiers constituent des mouvements internes.

Art. 5. Les évaluations portées aux articles du tableau des recettes du budget ne sont pas limitatives de la recette à effectuer.

Les recettes doivent être rattachées aux articles en regard desquels elles sont prévues.

Art. 6. Les crédits inscrits aux articles du tableau des dépenses limitent celles-ci au montant fixé, à moins que leur libellé ne précise qu'ils sont non limitatifs moyennant l'accord du Ministre du Budget lors de la présentation du budget ou lors d'un ajustement budgétaire.

Les crédits ne peuvent être utilisés qu'aux fins auxquelles ils sont destinés.

Section 2. — Forme du budget et de ses annexes

Art. 7. Le projet de budget du Service est présenté en tableaux dans la forme prescrite conjointement par le Ministre dont le Service relève et le Ministre du Budget.

Les recettes et les dépenses y sont classées par nature.

Art. 8. Les prévisions de recettes et les crédits de dépenses sont appuyés de notes justificatives distinctes.

CHAPITRE III. — La gestion

Art. 9. Le défaut d'approbation au premier jour de l'année budgétaire ne fait pas obstacle à l'utilisation des crédits prévus au projet de budget du Service, à moins qu'il ne s'agisse de dépenses de nature nouvelle non autorisées par le budget de l'année précédente.

Art. 10. Les transferts et dépassements de crédits limitatifs portés au budget du Service doivent être autorisés, avant toute mise à exécution, par le Ministre dont le Service relève, de l'avis conforme du Ministre du Budget.

Si les dépassements de crédits sont susceptibles d'entraîner une intervention financière de la Communauté française supérieure à celle qui est prévue au budget de celle-ci, ils devront être préalablement approuvés par le vote d'un crédit correspondant dans le budget général des dépenses.

CHAPITRE IV. — *De la reddition des comptes*

Art. 11. Le Service présente annuellement :

- 1) le compte d'exécution du budget;
- 2) le bilan;
- 3) le compte de résultats;
- 4) l'annexe;
- 5) le rapport de gestion;
- 6) le bilan social.

Art. 12. Le compte d'exécution du budget est formé par la transposition des sommes apparaissant à la balance définitive dans le groupe des comptes budgétaires à la clôture de l'exercice.

Il présente, compte tenu des modifications qui y ont été régulièrement apportées, les mêmes subdivisions que les tableaux du budget.

Ces tableaux font apparaître dans des colonnes successives :

- 1) les numéros des articles formés de trois chiffres;
- 2) les libellés de ceux-ci;
- 3) les prévisions de recettes ou les crédits accordés suivant le cas;
- 4) les recettes ou les dépenses imputées;
- 5) les différences entre les prévisions et les imputations.

La différence entre les recettes et les dépenses imputées forme le résultat budgétaire de l'année.

Celui-ci cumulé avec les résultats budgétaires des années antérieures, forme le résultat général des budgets

CHAPITRE V. — *Règlement définitif du budget*

Art. 13. Les comptes et les états financiers que le Service dresse en exécution de l'article 11 du présent arrêté sont annexés au projet de décret de règlement du budget.

CHAPITRE VI. — *Règles d'évaluation comptable*

Art. 14. Les règles d'évaluation s'inspirent de l'arrêté royal du 8 octobre 1976, relatif aux comptes annuels des entreprises, en application de la loi du 17 juillet 1975.

Art. 15. Les règles d'évaluation doivent être identiques d'un exercice à l'autre. Toutefois, elles seront adaptées au cas où elles ne répondraient plus au prescrit d'image fidèle, notamment si l'évolution des circonstances interdit la poursuite de leur utilisation. Dans ce cas, une mention spéciale sera faite dans l'annexe ou dans le rapport de gestion si le changement a des conséquences significatives.

Le principe de continuité suppose que le Service continuera son activité. Si cette continuité est remise en question, mention doit en être faite dans les comptes annuels et l'influence doit être calculée sur le patrimoine, la situation financière et le compte de résultats.

Art. 16. Les évaluations, les réductions de valeur et les provisions pour risques et charges doivent répondre aux critères de prudence, de sincérité et de bonne foi.

Les amortissements, les réductions de valeur et les provisions pour risques et charges doivent être constitués systématiquement sur base des méthodes arrêtées par le Service. Ils ne peuvent dépendre du résultat de l'exercice.

Il doit être tenu compte de tous les risques prévisibles, des pertes éventuelles et des dépréciations qui ont pris naissance au cours de l'exercice auquel les comptes annuels se rapportent ou au cours d'exercices antérieurs, même si ces risques, pertes ou dépréciations ne sont connus qu'entre la date de clôture des comptes annuels et la date à laquelle ils sont arrêtés par l'organe de gestion.

Dans les cas où, à défaut de critères objectifs d'appréciation, l'estimation des risques prévisibles, des pertes éventuelles et des dépréciations est inévitablement aléatoire, il en est fait mention dans l'annexe si les montants en cause sont importants au regard du prescrit d'image fidèle.

Art. 17. Il est établi un plan comptable approprié à la mission statutaire du Service qui peut être adapté aux besoins de son administration et de son activité.

En principe, les éléments de l'actif sont évalués à leur valeur d'acquisition et sont portés au bilan pour cette même valeur, déduction faite des amortissements et réductions de valeurs y afférents.

§ 1. Les immobilisations

Les immobilisations (corporelles et incorporelles) sont évaluées à leur valeur d'acquisition. Le prix d'acquisition comprend, en plus du prix d'achat, les frais accessoires tels que les frais de livraison et d'installation.

Est considéré comme une immobilisation tout bien dont le montant unitaire est supérieur ou égal à 10 000 BEF, TVA comprise et/ou dont la durée de vie estimée est égale ou supérieure à deux ans et qui constitue une valeur patrimoniale pour le Service.

Amortissements

La dépréciation subie par les immobilisations, dont la durée d'utilisation est limitée dans le temps, sera constatée au moyen d'amortissements selon les taux repris dans le tableau ci-dessous :

Intitulé	Nombre d'années	Taux annuels	Méthode
Logiciels	3 ans	33,33 %	linéaire
Bâtiments	20 ans	5 %	linéaire
Aménagements des locaux	10 ans	10 %	linéaire
Installation machines, outillages	5 ans	20 %	linéaire
Mobilier	5 ans	20 %	linéaire
Matériel de bureau	5 ans	20 %	linéaire
Matériel informatique	3 ans	33,33 %	linéaire
Matériel roulant	5 ans	20 %	linéaire
Leasing matériel de bureau	5 ans	20 %	linéaire
Leasing matériel informatique	3 ans	33,33 %	linéaire
Leasing matériel roulant	5 ans	20 %	linéaire

Amortissements exceptionnels

On entend par amortissements exceptionnels toute dotation d'amortissement non prévue au plan d'amortissement établi au début de la vie d'une immobilisation. Des amortissements exceptionnels doivent être pratiqués le cas échéant :

* Lorsqu'en raison de leur altération ou de modifications des circonstances économiques ou technologiques, la valeur comptable nette des immobilisations dépasse la valeur d'utilisation par l'entreprise afin de ramener cette valeur comptable nette à la valeur d'utilisation;

* Lorsque des immobilisations sont désaffectées ou ont cessé d'être affectées durablement à l'activité de l'entreprise afin d'en aligner leur valeur comptable nette sur leur valeur probable de réalisation.

§ 2. Les stocks

Le Service ne procédant pas de manière habituelle à des achats de marchandises destinées à la revente, la présente rubrique ne sera pas utilisée.

Les fournitures de bureau ou autres achetées par le Service et non encore distribuées seront classées dans un compte de régularisation (rubrique X - Actif du bilan - Charges à reporter) sous la dénomination de "Frais généraux non consommés".

La valeur des fournitures sera évaluée selon la méthode du prix moyen pondéré. Le report des marchandises en frais généraux non consommés sera d'application à partir d'une valeur usuelle de 50 000 BEF par catégorie d'achats.

§ 3. Créances à un an au plus et à plus d'un an

Les créances à un an au plus et à plus d'un an sont portées au bilan à leur valeur nominale en fonction du terme estimé du recouvrement.

Une réduction de valeur d'une créance reprise dans le compte "redevances à recevoir" doit être actée lorsque, endéans les six mois après l'envoi de la contrainte, la récupération de cette créance est incertaine ou compromise. La réduction de valeur actée qui est, à la clôture de l'exercice, devenue excédentaire par rapport aux dépréciations en considération de laquelle elle avait été actée doit être reprise.

Une redevance à recevoir sera considérée comme irrécouvrable dans les cas suivants :

- Déclaration d'insolvabilité établie par un huissier, la police ou un juge;
- Déclaration de disparition du détenteur ou suppression en instance au registre national par la commune;
- Constatation d'insolvabilité ou de disparition par le fonctionnaire dirigeant ou par son délégué;
- Au plus tard à la date de prescription.

D'une manière générale, par prudence, des réductions de valeur seront actées pour couvrir des risques d'irrécouvrabilité.

§ 4. Placements de trésorerie et valeurs disponibles

Les placements de trésorerie et les valeurs disponibles sont comptabilisés à leur valeur nominale.

Art. 18. Les provisions pour risques et charges ont pour but de couvrir des pertes et des charges nettement définies quant à leur nature, mais, qui à la date de clôture de l'exercice sont probables ou certaines mais indéterminées quant à leur montant. Elles ne peuvent pas se rapporter à des postes d'actif.

Il est rappelé qu'il doit être tenu compte de tous les risques prévisibles, pertes éventuelles, réductions de valeur et dépréciations, qui sont nées au cours de l'exercice ou d'exercices antérieurs, même si ces risques, pertes ou dépréciations ne sont connus qu'entre la date de clôture des comptes et la date à laquelle les comptes sont arrêtés. Au cas où, à défaut de critères objectifs d'appréciation, l'estimation de ces risques prévisibles est aléatoire, il en est fait mention dans l'annexe, si les montants sont importants.

Les provisions pour risques et charges doivent être individualisées en fonction des risques et charges de même nature qu'elles sont appelées à couvrir.

Les provisions pour risques et charges doivent faire l'objet de reprises dans la mesure où elles excèdent, en fin d'exercice, une appréciation actuelle des charges et risques en considération desquelles elles ont été constituées. Cette appréciation doit répondre aux critères de prudence, de sincérité et de bonne foi.

Art. 19. Les dettes à plus d'un an et à un an au plus sont portées au bilan à leur valeur nominale.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires*

Art. 20. A titre exceptionnel, le premier exercice comptable couvrira la période du 1er avril 1997 au 31 décembre 1997.

CHAPITRE VIII. — *Facturations communes*

Art. 21. Les factures communes relatives aux charges liées à l'informatique ainsi que celles relatives aux charges liées au registre national sont ventilées entre le Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française et le Service redevance radio et télévision dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale en fonction du nombre d'écrans.

Dans les autres cas, les factures communes sont ventilées en fonction du nombre de licences possédées par chaque organisme au terme de l'exercice précédent complet.

CHAPITRE IX. — *Dispositions finales*

Art. 22. Le présent arrêté produit ses effets le 1er avril 1997.

Art. 23. Le Ministre ayant le Service de Perception de la Redevance Radio & Télévision dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 janvier 2000.

Le Ministre du Gouvernement de la Communauté française, chargé du Budget, de la Culture et des Sports,
R. COLLIGNON,

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 2238

[C — 2000/29265]

13 JANUARI 2000. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de algemene en bijzondere regels betreffende de voorstelling van de begrotingen, de begrotingscomptabiliteit en het afleggen van de uitvoeringsrekening van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het decreet van 1 december 1997 houdende oprichting van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen, getroffen met toepassing van de wet van 17 juli 1975;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op datum van 17 november 1999;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, dient te worden verstaan onder « Dienst », de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap.

De opdracht van de Dienst wordt bepaald door het decreet van 1 december 1997 houdende oprichting van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK II. — *De begroting*

Afdeling 1. — *De ontvangsten- en uitgavenbegroting*

Art. 2. De begroting van de Dienst vermeldt zijn gezamenlijke ontvangsten en uitgaven, met inbegrip van de verrichtingen voor derden.

Het begrotingsjaar, hierna « dienstjaar » genoemd, valt met het kalenderjaar samen.

Art. 3. Onder ontvangsten worden alle vastgestelde rechten verstaan die verbonden zijn aan de statutaire opdracht van de Dienst (functionele ontvangsten) of alle dotatie, terugbetalingen en inkomsten betreffende het dienstjaar, eventueel te vermeerderen met het saldo dat van het vorige dienstjaar wordt overgedragen (andere ontvangsten).

Onder uitgaven wordt verstaan, al het geld dat wordt uitgegeven ten laste van de werkingsbegroting, inzonderheid de aankopen, de goederen en diensten van alle aard, de personeelskosten, de andere bedrijfslasten, de financiële lasten en de uitzonderlijke lasten.

Art. 4. De begrotingsaanrekening wordt gestaafd met het stuk bestemd voor of uitgaande van derden, dat het bestaan en de omvang van de verrichting vaststelt.

De verrichtingen die niet uit de betrekkingen met derden voortvloeien, zijn interne bewegingen.

Art. 5. De ramingen vermeld in de artikelen van de ontvangstentabel van de begroting zijn niet limitatief ten opzichte van de te innen ontvangsten.

De ontvangsten moeten verbonden worden aan de artikelen waaronder zij ingeschreven zijn.

Art. 6. De kredieten die uitgetrokken zijn op de artikelen van de tabel van uitgaven, beperken deze tot het vastgelegde bedrag, tenzij de tekst ervan bepaalt dat zij niet limitatief zijn, met de instemming van de Minister van Begroting naar aanleiding van de voorstelling van de begroting of naar aanleiding van een begrotingsaanpassing.

De kredieten kunnen slechts aangewend worden voor de doeleinden waartoe zij bestemd zijn.

Afdeling 2. — Vorm van de begroting en van haar bijlagen

Art. 7. Het ontwerp van begroting van de Dienst wordt tabelsgewijze voorgesteld in de vorm gezamenlijk voorgeschreven door de Minister onder wie de Dienst ressorteert en de Minister van Begroting.

De ontvangsten en de uitgaven worden er volgens hun aard gerangschikt.

Art. 8. De ramingen van ontvangsten en de kredieten van uitgaven worden gestaafd met afzonderlijke verantwoordingsnota's.

HOOFDSTUK III. — Het beheer

Art. 9. Het gebrek aan goedkeuring op de eerste dag van het begrotingsjaar doet geen afbreuk aan de aanwending van de kredieten uitgetrokken op het ontwerp van begroting van de Dienst, tenzij het zou gaan om uitgaven van een nieuwe aard die niet door de begroting van het vorige jaar zouden zijn toegestaan.

Art. 10. De overdrachten en overschrijdingen van limitatieve kredieten uitgetrokken op de begroting van de Dienst moeten, voor elke uitvoering, door de Minister onder wie de Dienst ressorteert, worden toegestaan, na eensluidend advies van de Minister van Begroting.

Indien de kredietoverschrijdingen van dien aard zijn dat zij een financiële tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap zouden tweeeebrengen die hoger is dan deze die in haar begroting bepaald is, dan zullen zij vooraf goedgekeurd moeten worden door de aanneming van een overeenkomstig krediet in de algemene uitgavenbegroting.

HOOFDSTUK IV. — Het afleggen van de rekeningen

Art. 11. De Dienst legt jaarlijks de volgende stukken voor :

- 1) de rekening van uitvoering van de begroting;
- 2) de balans;
- 3) de resultatenrekening;
- 4) de toelichting;
- 5) het beheersverslag;
- 6) de maatschappelijke balans.

Art. 12. De rekening betreffende de uitvoering van de begroting wordt gevormd door het transponeren van de sommen voorkomend op de definitieve balans in de groep begrotingsrekeningen bij de afsluiting van het dienstjaar.

Ze vertoont, rekening houdend met de regelmatig aangebrachte verbeteringen, dezelfde onderverdelingen als de tabellen van de begroting.

Op deze tabellen staan aangegeven, in opeenvolgende kolommen :

- 1) de nummers van de artikelen bestaande uit drie cijfers;
- 2) de tekst van deze artikelen;
- 3) de ramingen van de ontvangsten of de toegestane kredieten, naargelang het geval;
- 4) de aangerekende ontvangsten of uitgaven;
- 5) de verschillen tussen de ramingen en de aanrekeningen.

Het verschil tussen de aangerekende ontvangsten en uitgaven vormt het begrotingsresultaat van het jaar.

Dit resultaat, samengenomen met die van de vorige jaren, vormt het algemeen resultaat van de begrotingen.

HOOFDSTUK V. — Eindregeling van de begroting

Art. 13. De financiële rekeningen en staten die de Dienst opmaakt ter uitvoering van artikel 11 van dit besluit worden gevoegd bij het ontwerp van decreet tot regeling van de begroting.

HOOFDSTUK VI. — De waarderingsregels

Art. 14. De waarderingsregels steunen op het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen, genomen met toepassing van de wet van 17 juli 1975.

Art. 15. De waarderingsregels moeten van het ene dienstjaar op het andere identiek blijven. Ze worden evenwel aangepast, indien ze niet meer beantwoorden aan het voorschrift inzake trouwe voorstelling, inzonderheid indien de evolutie van de omstandigheden hun verdere toepassing niet meer mogelijk zou maken. In dit laatste geval zou een speciale vermelding plaatsvinden in de toelichting of in het beheersverslag, indien de wijziging belangrijke gevolgen zou hebben.

Het continuïteitsbeginsel veronderstelt dat de Dienst zijn activiteit ononderbroken moet blijven uitoefenen. Wordt die continuïteit in vraag gesteld, dan moet daar melding van gemaakt worden in de jaarrekening, en moet de weerslag ervan worden berekend op het vermogen, de financiële toestand en de resultatenrekening.

Art. 16. De waarderingsregels, de waardeverminderingen en de voorzieningen voor risico's en lasten moeten beantwoorden aan normen inzake voorzichtigheid, oprechtheid en goede trouw.

De afschrijvingen, de waardeverminderingen en de voorzieningen voor risico's en lasten moeten stelselmatig worden gevormd volgens door de Dienst vast te stellen methoden. Ze mogen niet afhangen van het resultaat van het dienstjaar.

Er moet rekening worden gehouden met alle voorzienbare risico's, mogelijke verliezen en ontwaardingen, ontstaan tijdens het dienstjaar waarop de jaarrekening betrekking heeft of tijdens voorgaande dienstjaren, zelfs indien deze risico's, verliezen of ontwaardingen slechts gekend zijn tussen de datum van afsluiting van de jaarrekening en de datum waarop zij door het beheersorgaan wordt opgesteld.

In de gevallen waar, bij gebrek aan objectieve waarderingscriteria, de raming van de voorzienbare risico's, van de mogelijke verliezen en van de ontwaardingen onvermijdelijk onzeker is, wordt daar in de toelichting melding van gemaakt, indien de betrokken bedragen aanzienlijk zijn ten opzichte van het voorschrift inzake trouwe voorstelling.

Art. 17. Er wordt een rekeningstelsel opgemaakt dat beantwoordt aan de statutaire opdracht van de Dienst en dat aan de behoeften van zijn bestuur en zijn activiteit wordt aangepast.

In principe worden de actiefbestanddelen gewaardeerd tegen aanschaffingswaarde en tegen diezelfde waarde in de balans opgenomen, onder aftrek van de desbetreffende afschrijvingen en waardeverminderingen.

§ 1. De vaste activa

De (materiële of immateriële) vaste activa worden gewaardeerd tegen aanschaffingswaarde. De aanschaffingsprijs omvat, naast de aankoopprijs, de bijkomende kosten zoals de leverings- en installatiekosten.

Als vaste activa wordt beschouwd, elk goed waarvan het eenheidsbedrag hoger is dan of gelijk is aan 10.000 BEF-BTW inbegrepen en/of waarvan de geraamde levensduur gelijk is aan of hoger is dan twee jaar, en dat een vermogenswaarde voor de Dienst uitmaakt.

De afschrijvingen

De ontwaarding van de vaste activa met beperkte gebruiksduur wordt vastgesteld door middel van afschrijvingen volgens de percentages die vermeld zijn in de hieronder vermelde tabel :

Benaming	Aantal jaren	Jaarlijkse percentages	Methode
Software	3 jaar	33,33 %	lineair
Gebouwen	20 jaar	5 %	lineair
Inrichting van de lokalen	10 jaar	10 %	lineair
Installatie machines, gereedschappen	5 jaar	20 %	lineair
Meubilair	5 jaar	20 %	lineair
Kantoorbehoeften	5 jaar	20 %	lineair
Informaticamaterieel	3 jaar	33,33 %	lineair
Rollend materiaal	5 jaar	20 %	lineair
Leasing kantoorbehoeften	5 jaar	20 %	lineair
Leasing informaticamaterieel	3 jaar	33,33 %	lineair
Leasing rollend materiaal	5 jaar	20 %	lineair

De uitzonderlijke afschrijvingen

Onder uitzonderlijke afschrijving wordt verstaan, elke afschrijvingsdotatie die niet bepaald is in het afschrijvingsplan dat bij het begin van het bestaan van vaste activa werd opgemaakt.

Er kunnen uitzonderlijke afschrijvingen in voorkomend geval worden beslist,

— wanneer, ingevolge hun technische ontaarding of wegens de wijziging van economische of technologische omstandigheden, de netto boekhoudkundige waarde van de vaste activa hoger is dan de gebruikswaarde voor de onderneming, om die netto boekhoudkundige waarde op de gebruiksvoorwaarde te brengen;

— wanneer vaste activa buiten gebruik worden gesteld of niet meer duurzaam tot de activiteit van de onderneming bijdragen, om hun netto boekhoudkundige waarde in overeenstemming te brengen met hun waarschijnlijke realisatiewaarde.

§ 2. De voorraden

Daar de Dienst niet gewoonlijk waren aankoopt die bestemd zijn om opnieuw verkocht te worden, wordt deze rubriek niet aangewend.

De kantoorbehoeften of andere die door de Dienst werden aangekocht en nog niet werden herverdeeld, worden gerangschikt in een regularisatierekening (rubriek X – actief van de balans – over te dragen lasten) onder de benaming « Niet verbruikte algemene kosten ».

De waarde van de leveringen wordt geraamd volgens de methode van de gewogen gemiddelde prijs.

De overdracht van waren als niet verbruikte algemene kosten wordt van toepassing vanaf een gebruikelijke waarde van 50.000 BEF per aankoopcategorie.

§ 3. De vorderingen op één jaar en op meer dan één jaar

De vorderingen op hoogstens één jaar en op meer dan één jaar worden opgenomen in de balans tegen hun nominale waarde op grond van de geraamde termijn voor de inning.

Een waardevermindering van een vordering opgenomen in de rekening « te ontvangen kijk- of luistergeld » moet worden geboekt, wanneer, binnen de zes maanden na de zending van het dwangbevel, de inning van die vordering onzeker of bedreigd is. De geboekte waardevermindering die, bij de afsluiting van het dienstjaar, hoger is geworden dan de ontwaardingen op grond waarvan ze geboekt werd, moet worden opgenomen.

Een te ontvangen kijk- of luistergeld wordt als oninbaar beschouwd in de volgende gevallen :

- verklaring van onvermogen, opgesteld door een gerechtsdeurwaarder, de politie of een rechter;
- verklaring van verdwijning van de schuldeiser of weglating door de gemeente in het geding in het Rijksregister;
- vaststelling van onvermogen of van verdwijning door de leidend ambtenaar of diens afgevaardigde;
- uiterlijk op de verjaringsdatum.

In het algemeen, bij wijze van voorzichtigheid, zullen waardeverminderingen worden geboekt om oninbaarheidsrisico's te dekken.

§ 4. De Thesauriebeleggingen en de beschikbare waarden

De thesauriebeleggingen en de beschikbare waarden worden tegen hun nominale waarde geboekt.

Art. 18. De voorzieningen voor risico's en lasten hebben tot doel verliezen en lasten te dekken die, wat hun aard betreft, duidelijk bepaald zijn, maar die, op de datum van afsluiting van het dienstjaar, waarschijnlijk of zeker zijn, maar, wat hun bedrag betreft, onbepaald zijn. Ze kunnen geen betrekking hebben op actief-posten.

Er wordt op gewezen dat rekening dient te worden gehouden met alle voorzienbare risico's, mogelijke verliezen, waardeverminderingen en ontwaardingen die tijdens het dienstjaar of vorige dienstjaren ontstaan zijn, zelfs indien deze risico's, verliezen of ontwaardingen slechts gekend zijn tussen de datum van afsluiting van de rekening en de datum waarop de rekening wordt opgesteld. In de gevallen waar, bij gebrek aan objectieve waarderingscriteria, de raming van die voorzienbare risico's onzeker is, wordt daar in de toelichting melding van gemaakt, indien de betrokken bedragen aanzienlijk zijn.

De voorzieningen voor risico's en lasten moeten worden geïndividualiseerd naargelang van de risico's en lasten met dezelfde aard die ze moeten dekken.

De voorzieningen voor risico's en lasten moeten worden overgenomen voor zover zij, op het einde van het dienstjaar, hoger zijn dan de actuele beoordeling van de lasten en risico's op grond waarvan zij werden gevormd. Deze beoordeling moet beantwoorden aan normen van voorzichtigheid, oprechtheid en goede trouw.

Art. 19. De schulden op meer één jaar en op hoogstens één jaar worden in de balans tegen hun nominale waarde opgenomen.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 20. Uitzonderlijk zal het eerste boekjaar betrekking hebben op de periode tussen 1 april 1997 en 31 december 1997.

HOOFDSTUK VIII. — *Gemeenschappelijke facturering*

Art. 21. De gemeenschappelijke facturen met betrekking tot de lasten in verband met informatica alsook die met betrekking tot de lasten in verband met het rijksregister worden verdeeld over de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap en de Dienst voor kijk- en luistergeld in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, op grond van het aantal schermen.

In de andere gevallen worden de gemeenschappelijke facturen verdeeld op grond van het aantal vergunningen waarvan elke instelling houder was op het einde van het volledige vorige dienstjaar.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen*

Art. 22. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 1997.

Art. 23. De Minister tot wiens bevoegdheid de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 januari 2000.

De Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met de Begroting, de Cultuur en de Sport,
R. COLLIGNON

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

VLAAMSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2000 — 2239

[C – 2000/31239]

27 JANUARI 2000. — **Collegebesluit nr. 00/013**

tot vaststelling van de over te dragen kredieten en vastleggingen van het dienstjaar 1999 naar het dienstjaar 2000

De Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, het College, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Naar het dienstjaar 2000 worden volgende kredieten en vastleggingen van het dienstjaar 1999 overgedragen :

Kredieten en vastleggingen aan te rekenen op de gewone dienst voor 189.593.666 BEF.

Kredieten en vastleggingen aan te rekenen op de buitengewone dienst voor 481.313.648 BEF.

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FLAMANDE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2000 — 2240

[C – 2000/31239]

27 JANVIER 2000. — **Arrêté du Collège n° 00/013**

fixant les crédits et les engagements à reporter de l'exercice 1999 à l'exercice 2000

Le Conseil de la Commission communautaire flamande a adopté et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Les crédits et les engagements suivants sont reportés de l'année budgétaire 1999 à l'année budgétaire 2000 :

Les crédits et les engagements à imputer au service ordinaire pour 189.593.666 FB.

Les crédits et les engagements à imputer au service extraordinaire pour 481.313.648 FB.